

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 22 décembre 2021

Objet n° 31 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maité Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Frederic Nimal, Echevin; M. Axel Bernard, Mmes Fatima El Khattabi, Fatima Ben Abbou, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires - Exercices 2022 à 2024 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 2 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 28 octobre 2020 votant le règlement-taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2024 ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC, lequel impose aux communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité, la sécurité et la propreté publiques ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que la diffusion d'imprimés publicitaires nuit généralement au dépôt normal du courrier adressé ainsi qu'à la propreté des voies publiques et qu'il convient de limiter ou de taxer les personnes responsables de cette situation qui oblige la Commune à augmenter les moyens qu'elle doit mettre en œuvre pour assumer sa mission en matière de propreté de la voie publique ;

Considérant que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules en stationnement engendre aussi des nuisances importantes en matière de propreté publique puisque dans la plus grande majorité des cas, ces imprimés finissent par échouer sur la voie publique ;

Considérant que les recommandations de la circulaire du 8 octobre 1993 du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la taxe sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés disposent que ces imprimés ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant 40% de texte rédactionnel non publicitaire sont exonérés de la taxe;

Considérant que les textes rédactionnels non publicitaires ont pour but de jouer un rôle social et d'information générale et non pas d'aboutir à une transaction commerciale ;

Considérant que, dans le but de promouvoir les activités commerciales locales, il n'y a pas lieu de les dissuader, et que l'exonération de la publicité distribuée à domicile par les soins de commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire de quartier avec un maximum de 7.000 exemplaires par an, quel que soit le nombre de distributions, est à ce titre raisonnablement justifiée ;

Considérant qu'une simplification de la procédure de déclaration est appropriée afin de réduire la charge administrative pour le contribuable et les services communaux ;

Considérant que, selon la jurisprudence récente, il convient d'assurer une certaine progressivité dans le taux de majoration pour les taxations d'office tout en tenant compte de la récurrence à laquelle le redevable ne se soumet pas à l'obligation de déclaration;

Vu pour le surplus, les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 30 novembre et 14 décembre 2021 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

§1. - Il est établi, pour les exercices d'impositions 2022 à 2024, une taxe sur la diffusion d'imprimés publicitaires. Est visée : la distribution à domicile de feuilles, de cartes, de catalogues et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés ainsi que l'apposition d'imprimés publicitaires sur des véhicules situés sur la voie publique.

§2. - Est uniquement visée la diffusion gratuite dans le chef des destinataires.

Article 2

§1. - Sont visés par les présentes dispositions, les imprimés publicitaires ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

§2. - Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession ;
- les textes qui, au niveau de la population de la Commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique tels que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs ;
- les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- la propagande électorale ;
- les petites annonces non commerciales émanant de particuliers, les annonces notariales et les offres d'emploi.

§3. - Sont considérés comme textes publicitaires à caractère commercial, les textes ou les articles :

- dans lesquels, il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés ;
- qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, des produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.
- qui comprennent une ou des annonces émanant de particuliers ou de professionnels relatives à des transactions mobilières ou immobilières.

Article 3

§1. - La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

§2. - Le distributeur des imprimés soumis à l'imposition est solidairement responsable du paiement de la taxe.

§3. - Si ni l'éditeur ni le distributeur ne sont identifiables, la taxe est due par la personne physique ou morale au profit de laquelle l'imprimé est distribué ou apposé. Par personne physique ou morale pour compte de laquelle l'imprimé publicitaire est distribué ou apposé, on entend la personne physique ou morale qui est susceptible de tirer bénéfice de la publicité.

Article 4

Les taux d'imposition pour l'exercice d'imposition 2022 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile :

§1.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 0,73€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 1] ;

§2.- carte et feuille publicitaire dont la surface totale excède celle du format A4 : 3,56€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 2] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire : 7,20€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé distribué [Taux 3].

Est considéré comme catalogue ou journal publicitaire, la réunion, quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres,...), d'au moins 2 feuilles ou cartes publicitaires.

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 45,69€ par tranche de 100 exemplaires d'un même imprimé publicitaire apposé [Taux 4] avec un minimum de 456,90€ toujours dû [Taux 5]

Toute tranche entamée étant due.

Ces taux seront majorés de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

	Exercice 2023	Exercice 2024
[<u>Taux 1</u>]	0,75 €	0,76 €
[<u>Taux 2</u>]	3,66 €	3,74 €
[<u>Taux 3</u>]	7,41 €	7,56 €
[<u>Taux 4</u>]	47,06 €	48,00 €
[<u>Taux 5</u>]	470,60 €	480,00 €

Article 5

A la demande écrite du contribuable, le Collège des Bourgmestre et Echevins est autorisé à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel, à raison de douze fois par an dans les cas de distributions répétitives, en remplacement des cotisations ponctuelles.

Article 6

Les taux de l'imposition forfaitaire mensuelle pour l'exercice d'imposition 2022 sont fixés comme suit :

- La distribution à domicile :

§1.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale n'excède pas celle du format A4 : 589,36€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 6] ;

§2.- carte et feuille publicitaire d'une même nature commerciale dont la surface totale excède celle du format A4 : 2.948,42€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 7] ;

§3.- catalogue ou journal publicitaire d'une même nature commerciale : 5.903,46€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois [Taux 8] ;

- L'apposition sur véhicules :

§1.- 1.370,74€ par mois quel que soit le nombre d'exemplaires d'un même imprimé apposé au cours du mois [Taux 9]

Ces taux seront majorés de 3% au 1^{er} janvier 2023 et de 2% l'année suivante, conformément au tableau repris ci-dessous :

	Exercice 2023	Exercice 2024
[Taux 6]	607,04 €	619,18 €
[Taux 7]	3.036,87 €	3.097,61 €
[Taux 8]	6.080,56 €	6.202,17 €
[Taux 9]	1.411,86 €	1.440,10 €

Article 7

La publicité distribuée à domicile par les soins de commerçants dans le cadre d'une campagne publicitaire de quartier avec un maximum de 7.000 exemplaires est exonérée ce, quel que soit le nombre de distributions par an.

Article 8

§1. - Le contribuable est tenu de faire, préalablement à chaque distribution, une déclaration à l'Administration communale, contenant tous les renseignements nécessaires à l'imposition, à transmettre au plus tard dans le courant de la deuxième quinzaine du mois qui précède la distribution. Il peut aussi remplir cette déclaration via son espace personnel sur le site de l'Administration communale.

§2 - Toutefois, l'Administration communale peut adresser par pli recommandé, au redevable qu'elle peut identifier, une proposition de déclaration au contribuable reprenant des éléments imposables.

dispenser un contribuable de l'obligation de déclaration et lui envoyer une proposition de déclaration. Cette proposition mentionne la base imposable ainsi que tous les renseignements et données qui ont été pris en considération.

§3 - Si cette proposition de déclaration comporte selon le contribuable des inexactitudes ou des omissions en ce qu'elle ne correspond pas à la base imposable au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, le contribuable est tenu, dans un délai de 15 jours après l'expédition de la proposition de déclaration, de soumettre à l'Administration la proposition de déclaration dûment corrigée, complétée, datée et signée.

A défaut de réception par l'Administration communale d'une déclaration complétée, datée et signée, la proposition de déclaration communiquée par l'Administration vaut déclaration.

§4. - La déclaration qui accompagnera la demande de taxation forfaitaire est quant à elle valable jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours, sauf révocation expresse du contribuable notifiée à l'Administration avec un préavis d'un mois.

Article 9

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 à 13 du présent règlement.

Article 10

§1^{er} - L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la Commune dispose.

§2 - Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3 - Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. Le contribuable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'Administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai, le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4 - Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée comme suit :

- 1^{ère} infraction : majoration de 25 % de la taxe due ;
- 2^{ème} infraction : majoration de 50 % de la taxe due ;
- 3^{ème} infraction et suivantes : majoration de 100 % de la taxe due.

Article 11

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune.

Article 12

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 13

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 14

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la

demande explicite dans sa réclamation.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et remplace le règlement approuvé par le Conseil communal en sa séance du 28 octobre 2020.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 22 décembre 2021.


Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 22 december 2021

Voorwerp nr 31 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wnd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksal, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssani, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Frederic Nimal, Schepen; H. Axel Bernard, Mevr. Fatiha El Khattabi, Fatima Ben Abbou, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken - Aanslagjaren 2022 tot 2024 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 2 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende het raadsbesluit van 28 oktober 2020 betreffende de belasting op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken, goedkeurt voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2024;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, - veiligheid en - netheid te waarborgen;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegend dat de verspreiding van publiciteitsdrukwerken in het algemeen de normale levering van de geadresseerde post en de netheid van openbare wegen belemmert, die de Gemeente dwingt meer middelen in te zetten om haar missie op het gebied van netheid van de openbare weg te vervullen, te beperken of de verantwoordelijken voor deze situatie te belasten;

Overwegende dat het aanbrengen van publicitair drukwerk op geparkeerde voertuigen ook aanzienlijke overlast veroorzaakt met betrekking tot de openbare netheid, aangezien in de meeste gevallen dit drukwerk uiteindelijk op de openbare weg terecht komt;

Overwegende dat de aanbevelingen van de omzendbrief van 8 oktober 1993 van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de belasting op de aan huisbedeling van ongeadresseerd reclamedrukwerk bepalen dat dit drukwerk dat openstaat voor alle adverteerders of dat afkomstig is van één enkele handelaar of een groep van handelaren en dat 40% van de niet-publicitaire redactionele teksten bevat, vrijgesteld is van de belasting;

Overwegend dat niet-publicitaire redactionele teksten bedoeld zijn om een sociale en algemene rol te spelen en niet om tot een commerciële transactie te leiden;

Overwegende dat, met het oog op het bevorderen van lokale commerciële activiteiten, is het niet nodig om deze te ontraden, en dat de vrijstelling van de reclame die thuis wordt verspreid door handelaren als onderdeel van een campagne voor buurtreclame met maximaal 7.000 exemplaren per jaar, ongeacht het aantal distributies, als zodanig redelijk gerechtvaardigd is;

Overwegende dat een vereenvoudiging van de aangifteprocedure aangewezen is ten einde het administratief werk van zowel de belastingplichtige als van de gemeentelijke diensten te verminderen;

Overwegende dat volgens recente rechtspraak een zekere progressiviteit in het tarief van verhoging voor ambtshalve geheven belastingen moet worden gewaarborgd, rekening houdend met het feit dat de belastingplichtige de aangifteplicht herhaaldelijk niet nakomt;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november en 14 december 2021 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

§1.- Er wordt voor de aanslagjaren 2022 tot en met 2024 een belasting geheven op de verspreiding van publiciteitsdrukwerken. Wordt gevisieerd: de aan-huisbedeling van bladen en -kaarten, catalogi en dagbladen welke publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet zijn geadresseerd alsook het aanbrengen van reclamedrukwerk op voertuigen die zich op de openbare weg bevinden.

§2. - Enkel de gratis verspreiding bij de bestemmingen wordt geïmagineerd.

Artikel 2

§1. - Volgende bepalingen treffen de publicitaire drukwerken: welke aan alle aankondigers worden opengesteld of welke uitgaan van één handelaar of van een groep van handelaren en welke minder dan 40 % niet publicitaire redactionele teksten bevat.

§2. - Met redactionele teksten dient te worden verstaan:

- de geschreven teksten door journalisten in de uitoefening van hun beroep;
 - de teksten welke naar de inwoners van de Gemeente toe, een sociale en algemene voorlichtingsfunctie vermelden, buiten de handelsinformatie of welke een officiële voorlichting van openbaar nut aanbrenge ten voordele van de orde of het openbare nut, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, hospitalen, wachtdiensten (dokters, verplegers, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke inlichtingen of nationale en internationale berichten;
 - algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire en wetenschappelijke berichten alsook inlichtingen zonder handelsdoeleinden welke voor de gebruikers bestemd zijn;
 - inlichtingen inzake erediensten, aankondigingen voor activiteiten als festiviteiten, kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdthuizen en culturele centra ;
 - verkiezingspropaganda;
 - de kleine niet-commerciële advertenties uitgaande van particulieren, de notariële aankondigingen, en werkaanbiedingen.
- §3. - Worden beschouwd als publicitaire teksten met handelsdoeleinden, de teksten of de artikels:
- in dewelke uitdrukkelijk of niet, melding wordt gemaakt van bepaalde firma's of bepaalde producten;
 - die, de lezer rechtstreeks of onrechtstreeks, verwijzen naar handelsreclame;
 - die, op een algemene wijze, ernaar streven firma's, producten of diensten te vermelden, te laten kennen, en aan te bevelen teneinde een handelstransactie te kunnen afsluiten;
 - die, één of meer advertenties van particulieren of professionals bevatten met betrekking tot transacties van effecten of onroerende goederen.

Artikel 3

§1. - De belasting is verschuldigd door de uitgever der drukwerken welke door bijgaande bepalingen wordt getroffen.

§2. - De verdeler van de drukwerken, aan deze belasting onderworpen, is solidair aansprakelijk door de betaling van de belasting.

§3. - Indien noch de uitgever, noch de verdeler identificeerbaar zijn, is de belasting verschuldigd door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht. Onder natuurlijke persoon of rechtspersoon ten behoeve van wie het drukwerk is uitgedeeld of aangebracht, verstaan we de natuurlijke persoon of rechtspersoon die mogelijk voordeel kan trekken uit de publiciteit.

Artikel 4

De aanslagvoeten voor het aanslagjaar 2022 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling :

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 0,73€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 1](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 3,56€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 2](#)];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad : 7,20€ per 100 verdeelde exemplaren van eenzelfde druk [[aanslagvoet 3](#)].

Wordt beschouwd als catalogus of publiciteitsblad, de samenstelling, wat ook de gebruikte methode betreft (klem, gelijmd, invoeging,...) van ten minste 2 bladen of publiciteitskaarten.

- Het aanbrenge op een voertuig :

§1. - 45,69€ per schijf van 100 aangebrachte exemplaren van hetzelfde drukwerk [[aanslagvoet 4](#)] met een minimum van 456,90€ dat altijd verschuldigd is [[aanslagvoet 5](#)];

De belasting is verschuldigd voor ieder begonnen schijf.

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en het daaropvolgende jaar met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 1]	0,75 €	0,76 €
[aanslagvoet 2]	3,66 €	3,74 €
[aanslagvoet 3]	7,41 €	7,56 €
[aanslagvoet 4]	47,06 €	48,00 €
[aanslagvoet 5]	470,60 €	480,00 €

Artikel 5

Op schriftelijke aanvraag van de belastingplichtige kan, ter vervanging van de gelegenhedsheffing en in geval van wederkerende bedelingen, het College van Burgemeester en Schepenen een forfaitair maandelijks belastingstelsel verlenen, dit a rato van twaalf keer per jaar.

Artikel 6

De maandelijks forfaitaire aanslagvoeten voor het aanslagjaar 2022 worden als volgt vastgesteld:

- De aan- huisbedeling :

§1. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 niet overschrijdt: 589,36€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 6](#)];

§2. - publiciteitsbladen en -kaarten van dezelfde commerciële aard en waarvan de totale oppervlakte deze van het formaat A4 overschrijdt: 2.948,42€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [[aanslagvoet 7](#)];

§3. - catalogus en publiciteitsdagblad van dezelfde commerciële aard: 5.903,46€ per maand wat ook het aantal exemplaren is dat in de loop van de maand verdeeld werd [aanslagvoet 8].

- Het aanbrengen op een voertuig :

§1. – 1.370,74€ per maand, wat ook het aantal exemplaren van hetzelfde drukwerk is dat in de loop van de maand aangebracht werd [aanslagvoet 9].

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari 2023 worden verhoogd met 3% en het daaropvolgende jaar met 2%, volgens onderstaande tabel:

	Aanslagjaar 2023	Aanslagjaar 2024
[aanslagvoet 6]	607,04 €	619,18 €
[aanslagvoet 7]	3.036,87 €	3.097,61 €
[aanslagvoet 8]	6.080,56 €	6.202,17 €
[aanslagvoet 9]	1.411,86 €	1.440,10 €

Artikel 7

De publiciteit, welke door handelaars wordt verdeeld aan huis in het kader van een publiciteitsactie in de wijk, met een maximum 7.000 exemplaren, ongeacht het aantal bedelingen per jaar, wordt van deze belasting vrijgesteld.

Artikel 8

§1. - De belastingplichtige is ertoe gehouden voorafgaandelijk aan iedere bedeling, een aangifte in te vullen bij het Gemeentebestuur, welke alle elementen bevat, vereist tot vaststelling van de belastingaanslag, uiterlijk over te maken in de loop van de tweede helft van maand voorafgaand de verspreiding. Hij kan deze aangifte ook doen via zijn persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur.

§2 - Echter, het Gemeentebestuur kan per aangetekend schrijven, een voorstel van aangifte naar de belastingplichtige toesturen, met vermelding van de belastbare elementen.

§3 - Indien volgens de belastingplichtige op het voorstel van aangifte onjuistheden of onvolledigheden zijn vermeld en deze niet overeenstemmen met de belastbare toestand, moet de belastingplichtige het voorstel van aangifte binnen de termijn van 15 dagen na verzending, verbeterd, vervolledigd, gedag- en ondertekend indienen bij het Gemeentebestuur.

Indien het Gemeentebestuur geen vervolledigde, gedateerde en ondertekende aangifte ontvangt, wordt het door het Gemeentebestuur toegestuurd voorstel van aangifte beschouwd als aangifte.

§4 - De aangifte die de vraag tot forfaitaire belasting vergezelt, zal geldig blijven tot 31 december van het lopende aanslagjaar, in zo verre de herroeping ervan niet schriftelijk wordt betekend aan het Gemeentebestuur met een vooropzeg van één maand.

Artikel 9

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 11 tot 13 van dit reglement.

Artikel 10

§1 - Bij het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt.

§2 - Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

§3 - De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. De belastingplichtige is ertoe gehouden het bewijs leveren van de juistheid van de door hem aangevoerde elementen. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

§4 – In dit geval, zal de ambtshalve ingekohierde belasting worden verhoogd als volgt:

- 1ste inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 25%;
- 2de inbreuk: verhoging van de verschuldigde belasting met 50%;
- 3de inbreuk en de daaropvolgende: verhoging van de verschuldigde belasting met 100%.

Artikel 11

De belasting zal via een kohier ingevorderd worden en is te voldoen door de belastingschuldige, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 12

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 13

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 14

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te

vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

Artikel 15

Dit onderhavige reglement treedt in voege op 1 januari 2022 en vervangt het reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad van 28 oktober 2020.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 22 december 2021.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,



Cécile JODOGNE